

MANIFESTONS

POUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Le gouvernement poursuit son entreprise d'instauration d'une école à plusieurs vitesses.

Suppression de 16 000 postes d'enseignants, à la rentrée 2011.

66 400 postes supprimés depuis le début du quinquennat : 8% des effectifs !



L'État répond ainsi au dogme libéral de la baisse des dépenses publiques. Or, cela ne répond en rien aux besoins réels des populations. D'autant que, depuis l'an 2000, la natalité est repartie à la hausse. Ces mesures se traduiraient, à la rentrée prochaine, par une nouvelle dégradation des conditions d'accueil des élèves de la maternelle au lycée. Face à cela il y a besoin de défendre le service public d'éducation nationale.

Alors qu'il faudrait augmenter le nombre d'enseignants, pour donner à nos enfants le plus de chance possible, le ministère, le rectorat et l'Inspecteur d'Académie, veulent reprendre 71 postes dans le département dans les écoles maternelles et élémentaires, environ 120 postes dans le second degré. Ils prévoient aussi de réduire la carte de l'Education prioritaire à quelques établissements, diminuant les moyens des écoles et collèges de Colombes situés dans les quartiers sensibles, surchargeant les classes, déstabilisant les équipes pédagogiques.

Cela signifie :

- des hausses d'effectifs par classe
- des fermetures de classes
- la diminution des décharges de direction
- le non remplacement des enseignants absents
- la disparition des classes de Toute Petite Section
- la disparition des postes de RASED (Réseau d'Aide aux Enfants en Difficulté)
- une diminution des options et des dispositifs d'aide